

# so!i



Focus  
**Justice  
numérique**

# **Votre engagement fait la différence ! solidar.ch**

**Suivez-nous sur les réseaux sociaux**



**Photo de couverture**

Kaew Wan, originaire du Myanmar, travaille dans le secteur de la construction en Thaïlande. Son smartphone lui est essentiel pour trouver des mandats.

Photo : John Hulme



## Chère lectrice, cher lecteur,

Derrière chaque algorithme « intelligent » se trouvent des millions de personnes en Asie, en Afrique et en Amérique latine qui trient, annotent, modèrent et nettoient des données pour un salaire de misère. Elles sont payées parfois deux francs, rarement plus de huit, pour des journées de dix à douze heures, sans contrat de travail, sans sécurité sociale, sans la moindre possibilité de revendiquer leurs droits.

À Manille, à Nairobi et ailleurs, les modératrices et modérateurs de contenu passent leurs journées à filtrer un déluge d'images et de textes violents, racistes, sexuellement explicites et souvent insoutenables. Ce travail traumatisant reste caché du grand public derrière la façade propre des grandes entreprises technologiques. Tel est le prix d'un système plus enclin à sacrifier des vies humaines que sa marge de profit.

Solidar Suisse réclame des règles claires et contraignantes : salaires équitables, assurance sociale, prise en charge psychologique des personnes exposées à des contenus toxiques, transparence des chaînes d'approvisionnement numériques, droit à l'organisation syndicale. Tant que ces droits ne seront pas garantis, le « progrès » numérique restera fondé sur l'injustice. Nous devons ôter l'intelligence artificielle des mains de celles et ceux qui l'utilisent à des fins d'exploitation et en faire un outil au service de la dignité humaine, chez nous comme dans les pays à faible et moyen revenu. Un combat que nous continuons de mener, dans ce numéro du Soli et au-delà.

**Carlo Sommaruga**  
Président de Solidar Suisse

## Sommaire



### Focus

## Justice numérique

Si les algorithmes ouvrent des perspectives pour la coopération internationale, ils génèrent aussi un travail à la tâche souvent mal rémunéré et non couvert par la sécurité sociale. Outre le gain de performance, la technologie doit aussi protéger activement les normes du travail, renforcer la souveraineté numérique et empêcher que la fracture numérique creuse encore les écarts sociaux.

**Page 6**

<b>En bref</b>	<b>4</b>
<b>Focus</b>	<b>6</b>
<b>Interview</b>	<b>14</b>
<b>Actualité</b>	<b>15</b>
<b>En coulisses</b>	<b>16</b>
<b>Chronique</b>	<b>17</b>
<b>Rétrospective</b>	<b>18</b>
<b>Dernière page</b>	<b>19</b>

**1 femme  
sur 5**

a subi des violences numériques  
ces cinq dernières années

Lettre ouverte

**Faisons pression pour  
que les multinationales  
assument leurs  
responsabilités !**



Travail des enfants dans la production de cacao et exploitation sexuelle dans les plantations d'huile de palme : des multinationales ayant leur siège en Suisse violent régulièrement les droits humains et négligent les normes environnementales élémentaires.

L'initiative pour des multinationales responsables, lancée en janvier 2025, vise à

y remédier. Une consultation est en cours sur un éventuel contre-projet, mais une analyse montre que la proposition du Conseil fédéral reste largement insuffisante.

Pour faire entendre une autre voix que celle des multinationales, nous avons adressé une lettre ouverte au Conseil fédéral. Plus il y aura de signatures, plus la pression en faveur d'une loi efficace sera forte.

Informations et formulaire à signer dans le flyer joint à ce magazine.



Burkina Faso

**Mieux  
résister  
aux crises**

Le projet RESICOM a aidé la main-d'œuvre agro-sylvo-pastorale du Burkina Faso à faire face aux conditions environnementales telles que les fortes chaleurs et la sécheresse. En combinant différentes approches communautaires, il a permis d'améliorer l'accès à la terre et aux produits alimentaires, d'adapter les pratiques agricoles. Il a ainsi renforcé durablement les moyens de subsistance de près d'un demi-million de personnes dans trois régions du pays touchées par la crise sécuritaire et le changement climatique. Ce projet mené en consortium avec SOS Sahel et en coopération avec OCADES et l'association Wendkouni, nos partenaires sur place, s'est achevé avec succès fin décembre après un peu moins de quatre ans.



Événement

## 60 ans de solidarité internationale

Les 29 et 30 mai 2026, la Fédération genevoise de coopération (FGC) fêtera ses 60 ans ! Venez célébrer cet anniversaire lors d'un week-end festif et engagé. Le soir du 29 mai, assistez à une table ronde sur l'avenir de la coopération internationale et échangez avec plusieurs organisations membres, dont Solidar Suisse Genève. Le samedi 30 mai dès 14h, faites vivre la solidarité dans les rues de Plainpalais lors de la grande parade colorée. Mobilisons-nous ensemble pour faire rayonner la coopération au développement et célébrer la solidarité internationale. Le programme complet sera très prochainement disponible sur le site de la FGC.

Bolivie

## Des applis pour la justice sociale et numérique

Les applications peuvent être un outil efficace au service de la justice sociale. En Bolivie, Solidar Suisse a aidé les organisations Red Habitat et Lab TecnoSocial à développer une application qui rapproche les offres et les demandes de travail afin de soutenir les femmes en difficulté dans le secteur du bâtiment. L'appli Warmy Salud de La Paz améliore la prévention du cancer du col de l'utérus et a même remporté un prix de l'innovation. Grâce à l'appli Riego, les agricultrices et agriculteurs de Cochabamba peuvent analyser les données climatiques et météorologiques, et établir des intervalles précis d'irrigation goutte à goutte, un système qui génère d'importantes économies d'eau et accroît les rendements. Lab TecnoSocial a également développé l'application Tarpuy, qui permet de livrer des produits biologiques directement des personnes productrices aux personnes consommatrices à Cochabamba.



Solidar recommande

## Renverser la table

Un podcast recommandé par Camille Mayoraz

« Il y a plein d'institutions tout au long de notre vie qui nous inculquent la soumission, parce que c'est plus simple pour celles et ceux qui nous dominent de nous faire croire qu'il n'y a pas d'autres alternatives. » Cette phrase de Victoire Tuillon résonne comme un appel à la lucidité. Son nouveau podcast, *Renverser la table*, inspire celles et ceux qui refusent de se résigner, donne des outils pour lutter contre le sentiment d'impuissance et favorise les échanges pour créer un monde plus solidaire.

Aux côtés de Salomé Saqué, par exemple, Victoire Tuillon décrypte les stratégies pour rester informé-e sans céder au cynisme ni à la paralysie. Dans un contexte de polarisation extrême, cet épisode replace le journalisme comme un rempart essentiel contre la confusion et offre des clés pour transformer l'indignation en action concrète.

*Renverser la table* rappelle que le changement social s'opère aussi dans la joie. Chaque épisode prouve que l'alternative est déjà en marche, portée par celles et ceux qui refusent de se soumettre.

Disponible sur toutes les plateformes d'écoute.



Deux livreurs à moto contrôlent la prochaine course sur leur téléphone portable.

# Focus

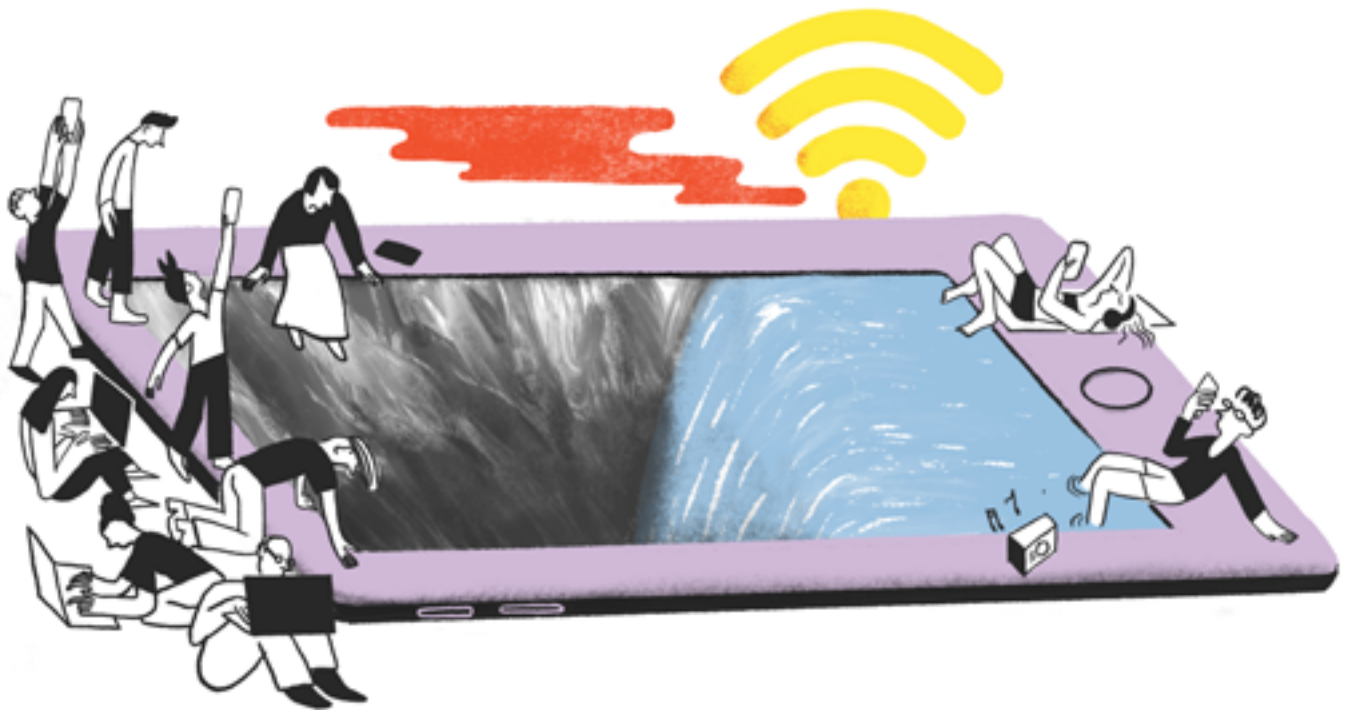
# Justice numérique

La transformation numérique ouvre de nouveaux horizons, mais le travail fondé sur les plateformes en ligne menace l'équité des conditions de travail. Si l'IA facilite le quotidien professionnel, elle induit aussi des risques: algorithmes faussés par les données des pays riches, mainmise des géants de la tech sur les infrastructures et les contenus, empreinte écologique démesurée, sans parler des personnes exploitées pour entraîner les modèles de langage. Des conditions-cadres s'imposent pour garantir le respect des droits humains dans l'usage de cette technologie et pallier la fracture numérique.

---

Découvrez dans ce numéro comment Solidar Suisse s'engage pour la justice numérique.

- 8**    **Nouvelles chances ou jeu de pouvoir ?**
- 10**   **Confort numérique : le revers de la médaille**
- 11**   **Oui aux bienfaits, non à l'exclusion**
- 12**   **Entre salaire minimum et messages instantanés**
- 13**   **Une arme à double tranchant**



# Nouvelles chances ou jeu de pouvoir ?

Pour Solidar Suisse, justice et dignité humaine doivent primer face à l'évolution fulgurante du numérique. Les nouvelles technologies peuvent atténuer la pauvreté ou creuser les inégalités.

Texte : Benjamin Gross, responsable marketing et communication

Parfois, il ne pleut pas pendant des mois dans le centre du Mozambique, une catastrophe pour la récolte de maïs de Maria. Son champ est desséché, ses dettes auprès du marchand de semences écrasantes. Aujourd'hui, Maria siège à une assemblée villageoise. Elle a convoqué le comité local pour la protection contre les catastrophes, cofondé par Solidar Suisse, dans le cadre duquel autorités et population examinent les champs les plus à risque lors de la prochaine sécheresse, où construire de nouveaux puits et comment utiliser au mieux les maigres fonds publics. Maria prend part à la stratégie collective et laisse une partie de ses terres en friche. Une décision douloureuse, qui augmente pourtant à terme les chances que le village dispose d'assez d'eau pour affronter les futures sécheresses sans marcher des heures jusqu'au puits.

C'est emblématique d'un développement qui redessine rapidement la coopération internationale. Si les téléphones portables, les plateformes numériques et l'intelligence artificielle (IA) créent de nouveaux moyens de lutter contre la pauvreté, de mieux comprendre les crises mondiales et de renforcer les populations des pays du Sud (p. 12), les spécialistes alertent aussi sur leur capacité à creuser les inégalités entre pays riches et pays pauvres. Un récent rapport de l'ONU

**« Pour que l'IA soit correcte, il faut que les données qui l'entraînent le soient. »**

évoque une possible « prochaine grande divergence ». En effet, alors que certains États dopent leur économie grâce à l'IA, d'autres risquent de décrocher pour de bon.

## L'IA et la coopération au développement

L'intelligence artificielle, c'est-à-dire des systèmes qui apprennent grâce aux données et reconnaissent des structures de manière autonome, aide à prédire les tempêtes tropicales, à réduire les pertes de récolte et à repérer les foyers de maladies. Dans le cadre de projets de coopération internationale, des spécialistes testent aujourd'hui des outils diagnostiques fondés sur l'IA qui aident le personnel de santé à reconnaître les pathologies pulmonaires sur les radiographies. Les algorithmes aident aussi à mieux utiliser les ressources et à réduire la corruption dans la planification des infrastructures hydrau-

liques ou routières. En même temps, des applications pour téléphone portable sans recours à d'immenses centres de données font leur apparition, une évolution qui change la donne pour de nombreux pays aux infrastructures peu développées.

Une appli qui traduit les dialectes locaux en temps réel peut permettre à des communautés isolées de communiquer avec les autorités ou les œuvres d'entraide. Les chatbots reposant sur l'IA répondent aux questions sur les droits du travail à tout moment, dans l'anonymat (p. 5). Solidar Suisse peut ainsi atteindre un plus vaste public sans être physiquement présente.

### Mais il y a un mais...

Ces nouvelles chances ont aussi leur revers. L'IA ne peut être correcte que si les données utilisées pour l'entraîner le sont, données qui viennent essentiellement des pays riches. Or, des algorithmes qui traitent une majorité de contenus en anglais venant d'Europe et d'Amérique du Nord peuvent difficilement représenter les langues et les réalités sociales des autres pays. Résultat, l'IA peut reproduire et alimenter des stéréotypes.

La fracture numérique complique encore la situation. Si l'accès au haut débit et aux appareils numériques va de soi dans de nombreux pays industrialisés, des régions entières des pays du Sud ne sont toujours pas connectées à Internet et sont donc exclues, ce qui exacerbe les inégalités.

Le contrôle des données et des infrastructures numériques pose une autre question de pouvoir. Les grands modèles d'IA appartiennent à un petit nombre de multinationales technologiques des pays riches. Problème n°1 : les autres pays n'ont pratiquement pas leur mot à dire dans le développement et l'entraînement de ces modèles. Sans règles claires et sans une participation égale, la technologie sera peut-être utilisée partout, mais dictée par une poignée d'individus. Problème n°2 : les grands noms de ces entreprises comme ChatGPT (OpenAI) ou Grok (X Corp.), Elon Musk par exemple, défendent ouvertement des idées très à droite et influencent l'opinion politique avec leurs algorithmes. Une misogynie affichée, des applications servant à dénuder des femmes et

des enfants et des propos diffamatoires complètent le tableau (p. 3). Citons encore, en face, les grands modèles d'IA chinois, intégrés à l'appareil de contrôle de l'État et véhiculant ses objectifs politiques.

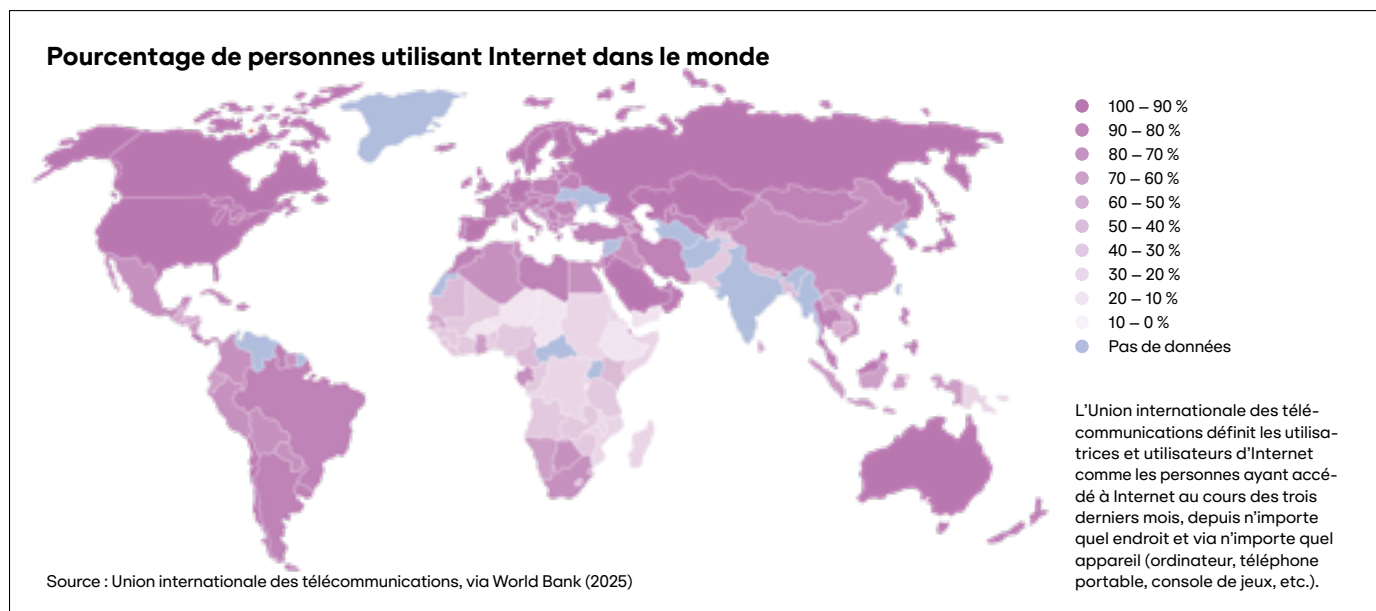
Dernier point : l'empreinte environnementale colossale de l'IA. Une quantité inouïe d'eau et d'électricité part dans l'entraînement des modèles de langage, une tâche accomplie par des êtres humains, pour la plupart sous-payés (p. 10).

### Pour un usage responsable de la technologie

En Suisse, la Direction du développement et de la coopération (DDC) a élaboré des lignes directrices sur l'utilisation de l'IA, axées sur des principes éprouvés tels que « ne pas nuire », la transparence et les droits humains. Les personnes concernées doivent être informées lorsque des algorithmes sont à l'œuvre et pouvoir contester. Il est essentiel de protéger les données des participant·e·s aux projets, surtout lorsqu'ils·elles risquent la répression ou la discrimination.

Pour nous, la technologie est pertinente lorsqu'elle contribue à favoriser des conditions de travail décentes, à renforcer la démocratie et à combattre la pauvreté (p. 11, 12 et 13). Dans le cadre du projet de recherche DAO4Solidarity mené avec la Haute École des sciences appliquées de Zurich (ZHAW), Solidar examine les possibilités d'une coopérative numérique visant à rendre les processus décisionnels et les flux financiers plus transparents et à impliquer davantage les populations des pays du Sud dans les décisions sur l'affectation des fonds. La technologie serait conçue avec nos organisations partenaires.

L'IA creusera-t-elle ou réduira-t-elle les inégalités entre pays riches et pays pauvres ? Cela dépendra des conditions-cadres politiques et d'une opinion publique vigilante, avertie et critique. Solidar Suisse soutient des projets qui utilisent l'IA et les outils numériques de manière responsable en alliant ancrage local, transparence et respect des droits humains (p. 11). Dans ces conditions, un algorithme peut devenir un allié pour la justice. ●





Des personnes entraînent l'IA et nettoient des données au Kenya.

## Confort numérique : le revers de la médaille

Partout dans le monde, les entreprises technologiques prônent l'automatisation. Si la numérisation et l'IA facilitent la vie de beaucoup, elles créent aussi de nouvelles formes d'exploitation et sont très énergivores.

Texte : Astika Andriani, collaboratrice du programme Asie

Un petit creux en pleine nuit ? Un repas arrive illico. La poussière s'accumule ? Une aide-ménagère est disponible en un clic. Un courriel, un devoir, un article à écrire ? Un outil d'IA s'en charge.

Le nombre de plateformes numériques de travail a plus que quintuplé en 15 ans et en 2025, 202,3 milliards de dollars ont été investis dans le secteur de l'IA. Mais ce sont les personnes et communautés marginalisées, tantôt exploitées, tantôt victimes des conséquences environnementales, qui paient le prix de ces progrès et profits.

### Une dangereuse course à la rapidité

Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), nombre de personnes qui travaillent pour des plateformes ont vu leurs conditions se détériorer ces quatre dernières années. Pour maximiser leur profit, les entreprises promettent des services toujours plus rapides, comme la livraison de repas dans les 15 voire 10 minutes suivant la commande. Cette évolution met en péril la sécurité des travailleuses et des travailleurs qui essaient de tenir les délais sous une pres-

sion intense, risquant sinon des pénalités, voire l'exclusion de la plateforme. Une étude universitaire montre qu'en Indonésie, la plupart des conductrices et conducteurs de motos-taxis ont un accident pendant leurs heures de travail.

Selon une enquête de Sedane Labour Resource Center, organisation partenaire de Solidar, les personnes travaillant pour les plateformes en Indonésie triment en moyenne 14,9 heures par jour pour un revenu largement inférieur au salaire minimum de 150 dollars et insuffisant pour vivre. Elles doivent donc emprunter de l'argent. En moyenne, la moitié de leur maigre salaire mensuel sert à éponger leurs dettes, un cercle vicieux qui les pousse à accumuler les courses ou à travailler pour plusieurs plateformes. Ces conditions augmentent le risque d'accident et ont déjà conduit à des suicides.

### Derrière l'IA, un travail fourni par des humains

Quand l'IA facilite le travail d'une personne, elle cause l'exploitation d'une autre. Les algorithmes doivent être entraînés au moyen d'immenses volumes de données, une tâche que seul un cerveau humain peut accomplir : trier, annoter, étiqueter, nettoyer, transcrire les contenus et traiter les données, autant d'étapes nécessaires pour que les systèmes IA puissent reconnaître les structures et faire des prévisions.

Les groupes technologiques tels que Meta, Google, OpenAI et Microsoft externalisent ces tâches aux Philippines, au Kenya, en Inde, au Pakistan, en Colombie et ailleurs, où une main-d'œuvre sous-payée travaille dans des conditions misérables et abusives, parfois dans des camps de personnes réfugiées et des centres pénitentiaires. Les personnes qui entraînent les systèmes d'IA travaillent souvent jusqu'à 20 heures par jour et doivent visionner des contenus violents, comme des meurtres ou des abus sexuels, avec à la clé des dépressions, des crises de panique et des troubles de stress post-traumatique.

### Consommation colossale d'eau et d'électricité

Le traitement de nos millions de demandes engloutit aussi d'immenses

ressources, notamment en électricité. Aux États-Unis, les serveurs d'IA des centres de données ont besoin d'autant d'électricité que 7,2 millions de ménages. L'IA consommerait autant d'énergie que trois heures de micro-ondes pour répondre à une douzaine de questions, y compris pour générer des images et vidéos. Les centres de données devraient nécessiter 945 TWh d'électricité d'ici 2030, soit plus que la consommation actuelle de l'Allemagne et de la France. De plus, d'énormes quantités d'eau sont nécessaires au refroidissement. D'ici 2030, les centres mondiaux devraient consommer jusqu'à 1700 milliards de litres par jour, l'équivalent de la consommation quotidienne de millions de personnes.

### Nouvelles formes de résistance

La résistance s'organise. Avec l'aide de Solidar Suisse, les personnes concernées en Indonésie ont publié un livre de témoignages relatant leur combat quotidien pour survivre dans le secteur des livraisons par appli : déductions salariales élevées, sentiment d'impuissance face à l'algorithme, mais aussi succès de nouvelles formes de protestation. Pour se faire entendre, elles s'organisent pour désactiver leur application en même temps, laissant des commandes en suspens. Reni Sondari, directrice d'un syndicat de personnes travaillant à la tâche, raconte comment, à force de ténacité, des licenciements abusifs ont été révoqués et des accidents du travail indemnisés. Après un an de protestations, de dialogue et de négociations avec les autorités, un autre syndicat a réussi à faire inscrire plus de 700 personnes travaillant pour des plateformes à un plan spécial d'assurances sociales. « Voilà pourquoi la solidarité compte autant pour nous », affirme Reni Sondari. « Les plateformes ont beaucoup d'argent, mais nous, travailleuses et travailleurs, nous n'avons qu'elle. » ●

# Oui aux avantages, non à l'exclusion

La numérisation ouvre de nouveaux horizons dans le soutien humanitaire, à condition de connaître ses faiblesses et d'éviter les barrières à l'accès.

Texte : Lukas Frohofer, responsable programme action humanitaire

Les outils numériques facilitent la communication d'équipe, la saisie des données et les analyses essentielles à la planification et à la réalisation des projets de soutien humanitaire. Les paiements en espèces pour couvrir les besoins fondamentaux sont avantageux pour les personnes qui participent à nos projets, et les solutions numériques ouvrent de nouvelles portes. Quand l'Indonésie a été frappée par un séisme et un tsunami, nous avons proposé des cours de marketing numérique en plus des formations de base en finance et en administration. Ainsi, les personnes participantes ont pu vendre leurs produits en dehors de leur village et bénéficier de nouvelles sources de revenus autrefois impensables.



Grâce au marketing numérique, les productrices et producteurs peuvent aussi livrer en dehors de leurs villages.

### Barrières et risques

Mais le numérique n'est pas infaillible. Quand des catastrophes naturelles privent des villages reculés d'accès à Internet, la communication des informations et des besoins est compromise. Après le séisme en Indonésie, qui a détruit de nombreuses infrastructures, la population est revenue aux systèmes d'alerte traditionnels, tels que les tambours, au savoir local et à l'intuition. Le recours exclusif aux systèmes numériques n'est donc pas envisageable et l'expérience humaine reste déterminante.

La communication en ligne est également vulnérable à la censure. Dans des pays comme le Myanmar, le régime entrave délibérément l'accès aux réseaux sociaux et aux informations en ligne. Internet et la téléphonie mobile sont régulièrement coupés, les contenus contrôlés. La population ne peut donc utiliser que partiellement l'offre numérique et risque la répression.

### Garantir un accès juste

Les formats numériques ont été d'un immense secours pendant la pandémie de COVID-19 en permettant de maintenir des formations et séances de conseil initialement prévues en présentiel. Cet exemple d'une utilisation bénéfique de la technologie, sans exclure personne, peut être transposé à l'IA. La numérisation peut être porteuse d'efficacité, de participation et de nouvelles perspectives tout autant que de nouveaux obstacles. Notre mission consiste à garantir un accès juste, à maximiser l'utilité et à réduire les risques. Pour que l'être humain reste la priorité. ●

# Afrique du Sud : entre salaire minimum et réseaux sociaux

Le Casual Workers Advice Office aide le personnel précaire à s'organiser. Des minorités, souvent en situation de migration, qui utilisent des groupes WhatsApp pour défendre leurs salaires, leurs droits et leur dignité.

Texte et photo : Melanie Wirz, communication et médias



Precious Moyo distribue des informations au personnel devant les locaux de CWAO.

Elle se tient à l'entrée, entre affiches militantes et sonneries de portables. Precious Moyo est collaboratrice et organisatrice au Casual Workers Advice Office (CWAO), partenaire de longue date de Solidar Suisse. Dans la région industrielle de Germiston, près de Johannesburg, Precious Moyo ne s'ennuie jamais au travail. Sans cesse, des personnes s'arrêtent pour des conseils face à des conditions de travail difficiles.

L'Afrique du Sud compte 62 millions d'habitant·e·s et une personne active sur trois travaille dans des conditions précaires ou informelles, sans contrat ni sécurité sociale, avec un salaire insuffisant pour vivre. Les personnes sud-africaines non blanches et les personnes migrantes sont particulièrement touchées. Beaucoup gagnent nettement moins que le salaire minimum légal de 30,32 rands par heure

(1,45 franc), en vigueur depuis mars.

## Des liens numériques vitaux

Precious Moyo a quitté le Zimbabwe pour l'Afrique du Sud en 2008 où elle a enchaîné les petits boulots dans la restauration, l'aide à domicile et l'entretien. Les mauvais traitements étaient fréquents. « Je travaillais dans la chambre froide, enceinte, sans veste, avec des bottes déchirées. Une femme a fait une fausse couche. » Quand les travailleuses se sont défendues, elles ont été licenciées, un vrai déclic pour Precious Moyo. En faisant jouer ses contacts, elle a rejoint le CWAO et conseille aujourd'hui d'autres travailleur·euse·s. « Souvent, ces personnes ne savent pas qu'elles ont des droits, et encore moins qu'elles peuvent les faire valoir. » Pour elle, sensibiliser aux droits du travail, au salaire minimum et à l'organisation collective est le premier pas pour sortir de l'impuissance.

Une partie de ce travail se fait en ligne, sur WhatsApp, Facebook et par messages privés. « Plusieurs groupes, certains jusqu'à 1600 membres, informent et mobilisent les travailleur·euse·s. L'un d'eux est réservé aux femmes migrantes. » Ils servent aussi de soutien en proposant des ateliers, des conseils juridiques ou des actions solidaires. Les services de messagerie jouent un rôle clé dans un pays où près de 80 % de la population a accès à Internet. Beaucoup viennent au bureau du CWAO parce qu'un message leur a été transféré.

## Un pas vers le pouvoir collectif

En plus d'offrir une orientation sur les questions juridiques, ce projet co-financé par la Direction du développement et de la coopération (DDC) est aussi un

lieu communautaire qui offre une voix et un visage aux travailleuses et travailleurs. « Les rencontres au travail ou dans des parcs sont importantes, mais plus difficiles à cause des contrôles de police », explique Precious Moyo. Les espaces numériques permettent une transmission rapide des informations, une mise en réseau à distance et un contact direct dans la langue maternelle. Beaucoup y découvrent le pouvoir de la collectivité. Avec un bémol car tout le monde n'a pas accès à un téléphone portable. Le risque de désinformation ou de noyautage des groupes de messagerie par les employeuses et les employeurs est réel. L'organisation numérique ne remplace donc pas les échanges en personne. « Nous devons nous battre ensemble pour nos droits », affirme Precious Moyo. « Personne ne le fera à notre place. » ●

## Votre don compte !

**70**  
francs

70 francs couvrent par exemple les frais hebdomadaires du site web d'un syndicat.

**100**  
francs

Avec 100 francs, deux personnes travaillant à titre informel peuvent participer à un atelier sur les droits du travail.

**200**  
francs

200 francs financent une émission radio sur les droits des travailleuses et travailleurs précaires.

[solidar.ch/fr/agir](https://solidar.ch/fr/agir)





Une plateforme en ligne permet aux ouvrières et ouvriers du textile au Cambodge de vérifier des informations sur les conditions de travail dans leur usine.

# Une arme à double tranchant

La numérisation contribue à améliorer les conditions de travail dans l'industrie cambodgienne du textile, non sans risque.

Texte : Deeksha Gulati, collaboratrice du programme Asie

La numérisation transforme les conditions de travail dans les chaînes de valeurs mondiales. C'est ce que montre notamment l'initiative Better Factories Cambodia (BFC) de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui publie sur son portail des données relatives aux usines. Ces données numériques, tirées d'inspections annuelles, d'entretiens avec le personnel et d'évaluations fondées sur les normes internationales du travail, ont amélioré l'efficacité et la responsabilisation, mais sont presque inutilisables pour les travailleurs·euses qui ont un accès restreint à la plateforme. Il en résulte un « fossé de données » : la main-d'œuvre fait l'objet d'une collecte de données dont elle ne se sert pas activement.

## Un instrument de contrôle transformé en ressource

Pour pallier ces lacunes, Solidar Suisse a organisé, avec le soutien de la Direction du développement et de la coopération (DDC), des formations ciblées qui donnent aux syndicalistes et au personnel les moyens d'accéder aux données de BFC, de les interpréter et d'y recourir lors de négociations avec la direction. Les données numériques sont devenues des alliées dans la lutte pour de meilleures conditions de travail.

Des innovations pratiques ont également vu le jour, comme les codes QR créés par les syndicats pour consulter plus facilement les données spécifiques à une usine, et celui mis en place par BFC pour soumettre des plaintes. Une amélioration. Ce qui compte, c'est d'adapter les outils numériques aux besoins du personnel pour qu'il puisse réagir.

Syndicats et personnel utilisent des groupes WhatsApp et Facebook pour échanger des informations, coordonner des

actions et discuter de problèmes au travail, en particulier lorsque les espaces formels d'organisation sont limités.

## Surveillance et opacité

La communication numérique présente aussi une part de risque. Quand l'espace réservé à la société civile rétrécit, l'organisation en ligne peut exposer le personnel à la surveillance des entreprises et des autorités. Des canaux de communication cryptés et sécurisés sont donc indispensables.

L'inégalité d'accès aux téléphones portables, à une connexion stable et aux compétences numériques peut aussi consolider les hiérarchies au sein du personnel, en particulier celles fondées sur le genre, l'emplacement géographique et le degré d'instruction, au risque que les personnes qui n'ont pas accès aux systèmes numériques ou ont du mal à s'en servir soient laissées sur le bas-côté.

Le recours accru aux outils de l'IA pour les contrôles de conformité et l'évaluation des risques renforce le manque de transparence. Des décisions concernant les travailleuses et travailleurs sont prises par des systèmes invisibles ou inattaquables. La main-d'œuvre doit avoir voix au chapitre dans l'utilisation qui est faite de ces outils.

## La participation est décisive

L'expérience de Solidar Suisse avec BFC le montre, seuls le développement des capacités et l'aménagement participatif des plateformes numériques permettront de renforcer le pouvoir de codécision, l'accès aux mécanismes de recours et le dialogue social grâce à la numérisation. ●

# « La technologie doit être au service des droits fondamentaux »

Pour répondre à la transformation du monde du travail, la Fondation impactIA accompagne notamment les acteurs de la société civile vers une utilisation responsable de l'IA. Laura Tocmacov, sa cofondatrice et directrice, nous explique les moyens d'action face à l'évolution technologique.

Interview : Sylvie Arnanda, communication et médias



**Laura Tocmacov**  
Cofondatrice et directrice  
de la fondation impactIA

## Quels sont les bouleversements de l'IA dans le monde du travail ?

L'IA vient ébranler les privilèges que nous pensions réservés à l'humain : la créativité, l'empathie ou la réalisation de tâches complexes. Cette transformation technologique touche aussi bien les métiers artistiques que ceux du relationnel ou les postes de direction. Une question se pose : quelle est la valeur ajoutée humaine dans une société où des entités virtuelles défient nos compétences ? Lorsque l'humain collabore avec l'IA, il décuple ses capacités. L'expertise d'une personne alliée aux outils virtuels permet d'atteindre une qualité de travail supérieure.

## L'IA représente-t-elle un danger pour l'humain ?

Elle menace la démocratie. Un nombre limité de géants de la technologie, tournés vers le profit, contrôlent et possèdent ces outils. Ils les commercialisent sans qu'il ne soit possible de savoir comment leur code informatique a été conçu. L'IA est puissante et, combinée aux neurosciences, elle est capable d'influencer le cerveau. Après la conquête des terres, des mers et du cyberspace, la cible est notre esprit ; le but étant de comprendre comment il fonctionne et le manipuler.

**« En se formant, les citoyen·ne·s peuvent agir au lieu de subir. »**

## La technologie risque alors d'augmenter les inégalités.

Le pouvoir d'améliorer ou d'aggraver les inégalités n'est pas détenu par l'IA, mais par les êtres humains. L'IA reproduit nos biais ; elle est alimentée par nos données subjectives et contrôlée par des intérêts privés. Pour corriger ces préjugés, il faut comprendre comment elle fonctionne. C'est tout l'enjeu de l'open source : rendre le code informatique public et accessible. Des expert·e·s indépendant·e·s pourraient ainsi vérifier la structure des algorithmes, détecter les biais et les corriger. Il est aussi essentiel de rendre ces inégalités visibles pour pouvoir les combattre.

## Quelle place pour les ONG et la coopération internationale ?

Grâce à l'IA, les ONG vont pouvoir s'affranchir d'une grande partie des tâches administratives pour mieux se concentrer sur leur mission. L'alliance de la robotique et de l'IA (exosquelettes, interventions en zones dangereuses) promet d'assister l'humain dans des contextes difficiles. L'enjeu est de faire de cette technologie un outil pour le bien commun. Elle doit être au service des droits fondamentaux. Sans régulation, elle risque, par exemple, d'accentuer l'exploitation des travailleuses et des travailleurs dans les pays à faible et moyen revenu à travers des métiers pénibles et sous-payés.

## Les citoyen·ne·s peuvent-ils-elles agir ?

Il faut garantir que les outils utilisés reflètent nos valeurs démocratiques. La société civile doit pouvoir définir collectivement ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. Les citoyen·ne·s peuvent, par exemple, agir aujourd'hui par ces trois leviers : participer aux débats pour ne pas laisser la décision aux seul·e·s technicien·e·s, exercer une pression par le boycott et le pouvoir d'achat, et surtout, se former pour comprendre la technologie et agir au lieu de subir. ●



Manifestation contre la hausse des inégalités causées par les avantages fiscaux offerts aux riches et l'augmentation du coût de la vie.

# Un espace politique et numérique aux mains des riches

Alors que la fortune des milliardaires atteint des records historiques, près de la moitié de la population mondiale vit toujours dans la pauvreté. Cette concentration des richesses se traduit de plus en plus par une prise de pouvoir politique, en ligne et dans la vie réelle.

Texte : Susanne Rudolf, campagnes de sensibilisation

Les très grosses fortunes utilisent délibérément leur capital pour influencer les règles, les discours et les décisions en leur faveur. Elles financent des campagnes, font du lobbying, s'assurent un accès privilégié aux institutions gouvernementales ou endossent elles-mêmes des fonctions publiques. Le dernier rapport d'Oxfam sur les inégalités, rassemblant les chiffres de 136 pays, démontre que les inégalités économiques augmentent tandis que les décisions politiques vont systématiquement dans le sens des groupes les plus aisés. Qu'il s'agisse de fiscalité, de droit de la concurrence ou de régulation de l'IA, les règles du jeu sont de plus en plus aménagées pour protéger les intérêts patrimoniaux et commerciaux des plus riches.

## La privatisation de l'espace public

Le pouvoir médiatique joue un rôle déterminant dans ce phénomène. De vastes parties du paysage médiatique mondial, dont les réseaux sociaux et les plateformes IA, sont aux mains de quelques milliardaires. Six contrôlent neuf des dix principales entreprises de réseaux sociaux. Les algorithmes, axés sur l'engagement et le profit, renforcent la polarisation et la désinformation. Le rachat de Twitter, rebaptisé X, par Elon Musk illustre parfaitement le danger : l'assouplissement des règles de modération a entraîné une hausse des contenus toxiques et renforcé le risque de surveillance.

## L'étai se resserre autour de la société civile

Dans le même temps, la marge de manœuvre civile et politique s'amenuise partout dans le monde. De nombreux pays criminalisent ou répriment de plus en plus sévèrement l'opposition aux inégalités et à la hausse du coût de la vie, en visant surtout les organisations de la société civile et les syndicats. Dans un pays démocratique comme la Suisse aussi, le capital est converti en pouvoir politique. La présence d'ultrariches comme Peter Spuhler, Walter Frey et Magdalena Martullo-Blocher au Parlement est établie. La richesse facilite l'accès à la politique et garantit une présence continue dans les médias. Lors des votations sur des questions fiscales ou économiques en particulier, les grosses fortunes conditionnent le narratif et influencent l'opinion publique, souvent par l'entremise d'organisations comme *economiesuisse*.

## Limiter le pouvoir économique

Les liens étroits entre richesse, médias et technologie font des inégalités une question de pouvoir. Pour une société démocratique et juste numériquement, il est essentiel d'exposer ces liens et de définir les règles du jeu avant qu'elles soient à jamais établies en faveur de quelques individus. Cela implique une limitation efficace du pouvoir économique au moyen d'une fiscalité juste et de règles claires sur l'influence politique, tout en protégeant les droits civils et politiques, surtout le droit de s'organiser, de protester et de participer aux décisions, et en renforçant les organisations de la société civile ainsi que les syndicats, piliers de la participation démocratique. ●



Lire le rapport d'Oxfam « Resisting the Rule of the Rich » [solidar.ch/report\\_2026](https://solidar.ch/report_2026)



## « J'étais contente de pouvoir rester au bureau »

Quand la guerre a éclaté, Tina Piliia, notre nouvelle coordinatrice pays en Ukraine, a quitté l'Afrique du Sud pour revenir dans son pays d'origine et agir.

Texte : Katja Schurter, rédactrice

« Dès le premier jour, outre les dons et la collecte de fonds, il y avait l'esprit d'équipe », raconte Tina Piliia, ravie du rôle de coordinatrice pays qu'elle occupe chez Solidar depuis octobre dernier, malgré l'ombre de la guerre. « Après quatre ans de guerre et de bombardements, les infrastructures sont anéanties. Et l'hiver a été extrêmement rude cette année avec

une longue période à -20 °C, du jamais vu depuis 40 ans. » Tina Piliia a dû tenir deux mois sans chauffage, mais le travail devait continuer. La population en avait d'autant plus besoin. Solidar a aidé les personnes touchées à acheter du bois ou du charbon, à payer les factures d'électricité ou à trouver un nouveau logement lorsque les habitations étaient bombar-

dées. « J'étais contente de pouvoir rester au bureau », ajoute Tina Piliia, un sourire en coin. « Nous avons un générateur, même s'il est totalement surchargé et tombe tout le temps en panne. »

### Un retour en Ukraine motivé par la guerre

Tina Piliia a grandi en Ukraine. À 17 ans, elle est partie étudier l'anglais des affaires en Afrique du Sud, où elle est tombée sous le charme. Ce qui devait être un séjour de quatre mois au Cap a duré plus de 15 ans. Elle a obtenu un diplôme en sciences économiques, travaillé comme cadreuse et scénariste, lancé une initiative de soutien aux femmes et créé des possibilités de travail équitables dans les townships. « Je me suis servie de l'outil du récit pour récolter des dons. Chaque chose a une histoire, c'est aussi un aspect important de mon travail chez Solidar Suisse. »

Tina Piliia est revenue en Ukraine en 2022, peu après le début de la guerre. « Je sentais qu'il était de mon devoir de faire quelque chose en Ukraine », affirme la jeune femme de 37 ans. Ses espoirs de voir la guerre se terminer rapidement ne se sont pas réalisés, mais elle est restée. Aujourd'hui, elle soutient notamment des vétérans et vétérans de guerre et leur famille. Il existe certes un programme de soutien public, « mais il n'est pratiquement pas mis en œuvre dans les campagnes », explique-t-elle. « Le plus gros problème de ces personnes tient au manque de préparation de la société civile, alors que tout le monde connaît une vétérane ou un vétéran dans son entourage. » Il n'existe pourtant aucune infrastructure pour les personnes en situation de handicap ni aucune aide pour surmonter le traumatisme. Solidar Suisse offre donc une formation aux instances publiques, une prise en charge psychologique, des conseils juridiques, des plans de carrière et une gestion individuelle de cas. « Le retour est difficile pour tout le monde », poursuit Tina Piliia. « Les enfants ne comprennent pas pourquoi leur père ou leur mère a tant changé et personne ne parle de ce que ressentent les parents de vétérans ou de vétérans. La violence à l'égard des femmes a aussi augmenté depuis le début de la guerre. »

**« Nous devons investir dans les personnes qui sont là. Elles ont des compétences que nous pouvons exploiter. »**

**Transmettre le savoir et créer des emplois**

La réinsertion professionnelle des personnes vétérans achoppe aussi sur le manque d'emplois. « La plupart des postes vacants se trouvent dans l'armée et l'industrie de la défense. Il faut créer des emplois civils, par exemple avec des petits prêts et des formations à la réinsertion. Nous devons investir pour la population qui a des compétences dont nous avons besoin. » Tina Piliia juge donc important de renforcer la société civile : « C'est l'engagement de Solidar pour le travail décent et une société démocratique qui m'a donné envie de tra-

vailer ici. » En coopération avec les organisations partenaires, elle souhaite à présent définir les domaines dans lesquels former les organisations partenaires et sensibiliser la société civile, tant dans les domaines de la technique et des finances que de la prévention des violences liées au genre. Il lui tient à cœur d'endiguer la hausse de ces violences et d'empêcher l'exploitation des femmes et des filles pour qui le travail du sexe est un mécanisme de survie.

**Une équipe qui dit oui à la vie**

Pendant ce temps, la guerre continue. « Il est possible mais très difficile d'ap-

prendre à vivre avec la réalité de la guerre, même si nous faisons de la prévention sur le burn-out. » Quand l'épuisement la gagne, Tina Piliia se rend dans l'ouest de l'Ukraine. « Le front semble bien loin ici. Après quelques jours de silence et de nature, je me sens de nouveau humaine », confie-t-elle. « Je comprends petit à petit à quel point le bien-être mental du personnel humanitaire est essentiel. » Le soutien mutuel compte aussi beaucoup. « Quand vous êtes dans un abri aérien et que vous recevez un message humoristique de vos collègues, vous vous sentez tout de suite mieux, même si la menace est grande. » Tina Piliia a aussi besoin d'échanger avec les organisations partenaires et les personnes qui participent au projet, pour partager leur douleur. « Ce qui me touche le plus ici, c'est la ténacité des personnes qui vivent dans les décombres jour après jour. Leur confiance est pour moi un privilège. » ●



**Dominic Deville**

Le satiriste, comédien et musicien punk commente l'actualité dans un numéro sur deux de Soli.

## Deville goes digital !

Je suis l'exemple même du gars qui fait tout après tout le monde. Premier appartement à 20 ans, première cigarette à 30, première émission télévisée à 40 et premier téléphone portable à 50. Oui, vous avez bien lu. Il y a quelques jours encore, je ne jurais que par mon ancêtre à clapet avec lequel je ne pouvais ni surfer sur le net (« Dans le train, je lis le journal ! »), ni prendre des photos (« Photographiez-moi, ça me suffit ! »), ni participer à un chat (« J'aime mieux les cartes postales ! »). Certes je levais parfois les yeux au ciel quand on me parlait de mon « 3310 » au lieu de mes dernières prouesses télévisées, mais mon côté rebelle trouvait ça assez flatteur. J'étais complimenté pour ma volonté de fer, face aux ogres du numérique, et pour ma capacité d'attention, soi-disant supérieure, à l'évidence pas encore corrompue par un boîtier en aluminium qui piaille ou vibre dans la poche et dont les composants ont été extraits du sol quelque part en Asie dans des conditions inhumaines. J'étais fier de n'être ni un digital immigrant ni un digital adopter, et encore moins un digital native. Un digital naïve par contre, ça oui, comme je m'en suis soudain rendu compte. Parce qu'en réalité, je me servais comme tout le monde des nouvelles possibilités numériques. Je laissais simplement les autres s'en charger à ma place sur leurs téléphones portables. Coordonner les trajets pour conduire les enfants aux matchs de foot ? Faire une mise à jour sur mon site web ? Demander à l'IA des informations sur le punk et le féminisme ? Je ne pouvais que hausser les épaules, impuissant mais fort de mon statut d'ultime défenseur de la cause analogique. En condamnant par la même occasion mon interlocutrice ou interlocuteur à son écran. Bon gré mal gré, il a bien fallu que je me rende à l'évidence : refuser le monde numérique par vanité, c'est se soustraire à la responsabilité de le maîtriser un jour, avec tous ses enjeux d'éthique, de consommation énergétique ou de surveillance. Ce combat, nous devons le mener. Et certainement pas avec un téléphone à clapet.

2008



## Des jeunes autochtones concrétisent leurs idées commerciales

De 2003 à 2008, Solidar, encore l'OSEO à l'époque, a soutenu des communautés autochtones en Amazonie bolivienne dans le cadre du projet « Gestion participative du parc national Madidi ». Il s'agissait d'impliquer la population locale pour protéger la biodiversité tout en favorisant un développement durable. Les jeunes ont ébauché des idées commerciales à long terme et les ont mises à exécution en utilisant des téléphones portables, qui n'étaient pas encore des smartphones.

**Délai de réponse au 15 juin 2026.** Les noms des personnes gagnantes seront publiés dans le numéro 3/2026 du Soli. Aucune correspondance ne sera effectuée concernant le concours. Tout recours à la voie juridique est exclu. Le personnel de Solidar Suisse est exclu de la participation.

La réponse à l'énigme du numéro 1/2026 du Soli était « Génération Z ». Francine Cattin de Delémont a remporté le livre *Résister* de Salomé Saqué, Marc Schaerer de Thônex une toile cirée du Burkina Faso et Olivia Steffen de Zurich un porte-bonheur de Turquie.

### Mentions légales

#### Édition

Solidar Suisse  
Chemin des Mouettes 4  
1007 Lausanne  
Tél. 021 601 21 61  
contact@solidar.ch, solidar.ch  
IBAN CH49 0900 0000 1001 4739 9  
Membre du réseau européen Solidar

#### Rédaction

Katja Schurter (rédactrice responsable), Balz Farner, Benjamin Gross, Sylvie Arnanda, Cyrill Rogger

#### Mise en page

Solidar Suisse

#### Traductions

Katja Schurter, alingui

#### Correction

Jeannine Horni, Valérie Knechciak

#### Impression et expédition

Mattenbach AG

#### Papier

Holmen Trend 2.0,  
certifié ISO 14001 et FSC

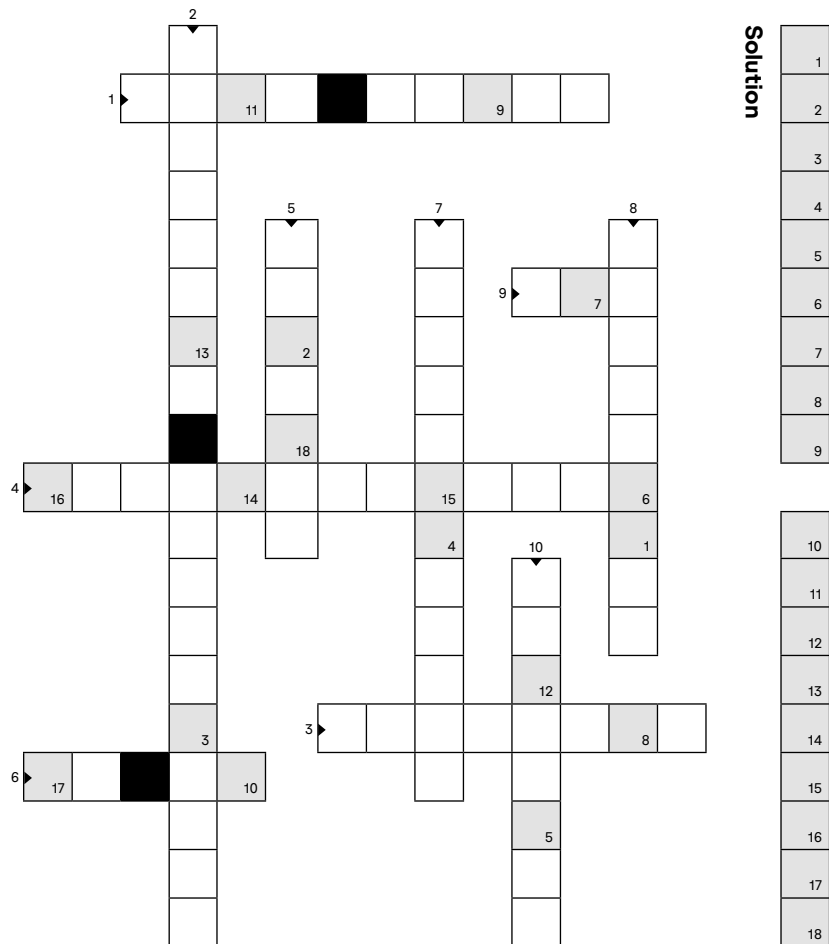
#### Tirage

37'000 exemplaires (paraît quatre fois par an).  
Le prix de l'abonnement est compris dans la cotisation (membres individuels 70 francs par an minimum, organisations 250 francs minimum).

#### Verso

Combattez avec nous les inégalités.  
Visuel : Solidar Suisse

## Mots croisés



- 1 Combien de milliards de dollars environ ont été investis dans le secteur de l'IA en 2025 ?
- 2 Au Mozambique, quels phénomènes météorologiques peuvent être anticipés grâce à l'IA ?
- 3 Sur quelle plateforme de réseaux sociaux les travailleur·euse·s du Cambodge s'organisent-ils-elles ?
- 4 Quel pourcentage de la population d'Afrique du Sud a accès à Internet ?
- 5 Que faut-il pour entraîner des modèles de langage IA ?
- 6 Combien de temps un syndicat indonésien a-t-il dû protester avant que le personnel des plateformes soit intégré à un plan spécial d'assurances sociales ?
- 7 Quel risque peut représenter le fait de s'organiser en ligne pour les travailleur·euse·s ?
- 8 Qu'est-ce qui menace les personnes qui n'ont pas accès au numérique ?
- 9 Selon les promesses des plateformes, en combien de minutes les repas doivent-ils être livrés à la clientèle ?
- 10 Quels systèmes d'alerte traditionnels sont de nouveau utilisés en Indonésie lors des pannes de courant ?

- 1<sup>er</sup> prix** un porte-monnaie de Thaïlande  
**2<sup>e</sup> prix** du miel de la forêt tropicale de Thaïlande  
**3<sup>e</sup> prix** du longane séché (fruit tropical) de Thaïlande

Envoyez la solution à Solidar Suisse par carte postale ou par e-mail à l'adresse : contact@solidar.ch, objet « Mot-croisé ».



**Votre don en  
bonnes mains.**

# FA RE NEWS

**Combattez avec nous les inégalités  
dans le monde : [solidar.ch](http://solidar.ch)**

**solidar  
suisse**